

### Questions orales

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé):** Monsieur le Président, en fait, le Bureau canadien de la sécurité aérienne a entrepris une enquête très approfondie sur cette affaire. Qu'il m'en souviennne, les conclusions de cette enquête étaient pratiquement les mêmes que celles de l'enquête menée en Inde.

\* \* \*

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

### LE NICARAGUA—LE FINANCEMENT D'ATTAQUES TERRORISTES DES CONTRAS PAR LES ÉTATS-UNIS

**M. Dan Heap (Spadina):** Monsieur le Président, je pose ma question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Lorsqu'il s'entretiendra avec le secrétaire d'État des États-Unis, M. Schultz, en quels termes a-t-il l'intention d'exprimer la répugnance qu'inspire aux Canadiens la régularité avec laquelle les États-Unis violent les chartes des Nations Unies et de l'Organisation des États américains en continuant de financer l'organisation, au Honduras, d'attaques terroristes des contras contre le Nicaragua?

**Des voix:** Bravo!

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, le gouvernement des États-Unis sait que le Canada ne voit pas du tout sous le même angle que lui le problème de l'Amérique centrale et, partant, des solutions à y apporter. J'ai bien précisé cette position à plusieurs reprises, et le premier ministre l'a exposée clairement au président des États-Unis. Je la détaillerai une fois de plus au secrétaire Schultz lors de la rencontre que nous aurons dans le courant de la journée. Nous croyons que notre apport le plus constructif, pour aider à résoudre les problèmes de l'Amérique centrale, consiste à concentrer nos efforts sur l'aide concrète que nous pouvons fournir, sous forme d'aide au développement ou d'appui au groupe Contadora, et non de succomber à la tentation des grands discours et des grandes condamnations.

[Français]

### ON DEMANDE SI LE GOUVERNEMENT POURRAIT DEMANDER AU HONDURAS DE RESPECTER SES ENGAGEMENTS

**M. Dan Heap (Spadina):** Monsieur le Président, je félicite le ministre de cette déclaration.

Étant donné l'aide canadienne considérable au Honduras, le ministre pourrait-il, par ses bons offices, encourager le gouvernement du Honduras à respecter ses engagements en vertu des chartes des Nations Unies et de l'Organisation des États américains, visant à ne plus donner asile aux *contras* terroristes?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, je félicite le député non seulement pour l'attitude ouverte qu'il a toujours démontrée en ce

qui concerne les questions politiques ayant trait à l'Amérique latine, mais aussi pour la compétition qu'il me donne en ce qui concerne l'utilisation de la langue française à la Chambre.

Je prendrai sa question en considération et je pourrai peut-être lui donner une réponse plus détaillée à une autre occasion.

\* \* \*

[Traduction]

## L'ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD

### LA POSITION DU PARTI LIBÉRAL

**M. Bob Hicks (Scarborough-Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. Elle a trait à un article paru dans le *Citizen* d'Ottawa d'aujourd'hui, selon lequel le chef de l'opposition a refusé d'indiquer s'il appuierait les résolutions qui seront présentées au congrès du parti libéral et qui demandent que le Canada se retire de l'OTAN et mette fin aux essais des missiles de croisière en territoire canadien. Le ministre a-t-il pris connaissance de cet article? Est-il d'avis que le chef de l'opposition ne devrait laisser subsister aucun doute dans l'esprit des Canadiens au sujet de sa position?

**M. Broadbent:** Cette question n'est pas du ressort du ministre.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît. Il convient sans doute que la présidence fasse observer que la Chambre a été extrêmement indulgente ces dernières années à l'égard des députés qui citent des articles et des commentaires provenant d'ailleurs et qui se fondent sur eux pour formuler leurs questions. La présidence ne veut pas intervenir injustement. Nous venons d'avoir un exemple des réactions que soulève à la Chambre le recours peut-être excessif à de telles citations. Je demanderai toutefois au ministre de répondre tout en gardant à l'esprit qu'il n'est pas toujours constructif de débattre à la Chambre des propos attribués à quelqu'un par la presse.

• (1150)

**L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Défense nationale):** Monsieur le Président, je m'efforcerai de m'en tenir à votre recommandation. Je crois pouvoir dire que depuis la Seconde Guerre mondiale, l'OTAN joue un rôle primordial comme défenseur de la paix et de la liberté dans le monde. Elle a bénéficié de l'appui des deux principaux partis politiques du Canada et toute mesure éventuelle de leur part susceptible de tempérer cet appui serait effectivement très mal perçue par nos alliés.

**Des voix:** Bravo!